

Tendances conjoncturelles

3^e trimestre 2014

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À WALLIS-ET-FUTUNA

Fléchissement de la consommation des ménages dans un contexte économique moins favorable

Essentiellement portée par la consommation des ménages depuis le début de l'année, l'activité économique se replie au cours du troisième trimestre 2014. Le nouveau recul du niveau d'emploi se fait sentir sur la consommation des ménages malgré la hausse contenue de l'indice des prix sur la période. Par ailleurs, l'investissement des entreprises peine à repartir et les importations enregistrent une sensible contraction sur les trois derniers mois.

L'activité du secteur du BTP amorce une timide reprise mais reste bien en deçà de son niveau de 2013. Les quelques chantiers privés entrepris au cours du trimestre ont permis de soutenir l'activité du secteur en dépit d'une commande publique en déclin. Ainsi, les effectifs du secteur, en repli depuis le début de l'année, se stabilisent au troisième trimestre. Quelques chantiers publics sont programmés en fin d'année (rénovations des bâtiments scolaires du premier et du second degré, route de Peka). Les travaux relatifs au projet de téléphonie mobile et de la capitainerie de Futuna pourraient assurer un niveau d'activité satisfaisant aux entreprises du secteur en 2015. Très attendus à Futuna, les travaux d'extension et de rénovation du quai de Leava, financé dans le cadre du X^e FED (1,83 milliard de F CFP), ne devraient pas être engagés avant 2016. Dans le domaine des transports, une étude du Secrétariat de la Communauté du Pacifique (CPS) sur la desserte inter-îles par voie aérienne et maritime est en cours.

Enfin, l'institution d'une sous-régie de recettes auprès du Tribunal de première instance de Mata'Utu (arrêté du 14 mai 2014 publié au Journal officiel de la République française) pourrait améliorer le dispositif de recouvrement des crédits à la clientèle et constituer un premier élément de réponse à la relance de l'activité de financement, notamment de l'habitat, sur l'archipel.

LA CROISSANCE DE LA ZONE ASIE-PACIFIQUE DÉCÉLÈRE

Au troisième trimestre 2014, la Chine affiche une croissance de 7,3 % sur un an (contre 7,5 % au trimestre précédent). Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit un taux de croissance de 7,4 % en 2014. Le gouvernement a pris des mesures pour soutenir l'activité, notamment des allègements d'impôts pour les PME et une hausse des dépenses d'infrastructures. La transition de l'économie vers une trajectoire de croissance plus viable et le ralentissement de l'investissement résidentiel expliquent le ralentissement prévu pour 2015, à 7,1 %.

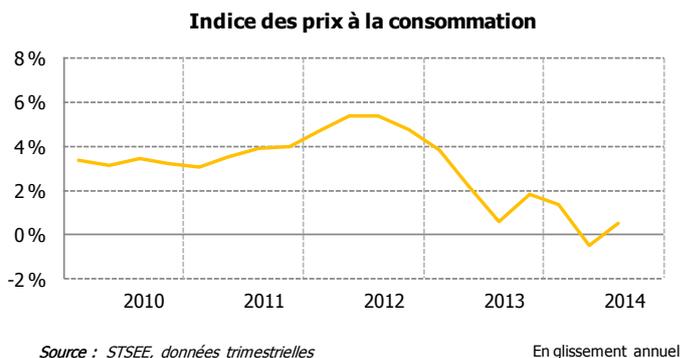
Contrairement à la Réserve fédérale américaine (FED), qui a annoncé le 29 octobre la fin de ses injections de liquidités dans l'économie, la Banque du Japon a décidé, le 31 octobre, d'assouplir sa politique monétaire en augmentant sa base monétaire de 80 000 milliards de yens (583 milliards d'euros) par an. En effet, l'économie nippone a été durement touchée par la contraction des dépenses des ménages induite par la hausse de la taxe sur la consommation en avril.

La banque centrale australienne (RBA) a maintenu à +2,5 % son principal taux directeur, inchangé depuis le 7 août 2013, dans un contexte de faible inflation (+0,5 % sur le trimestre et 2,3 % sur un an) et de croissance modérée de l'économie (+2,8 % en 2014 selon les prévisions du FMI).

En Nouvelle-Zélande, le taux de chômage diminue de 0,2 point au troisième trimestre pour s'établir à 5,4 % (-0,7 point sur un an). Les prix à la consommation enregistrent une augmentation mesurée (+0,3 %, +1 % sur un an). Fin octobre, la banque centrale néo-zélandaise (RBNZ) a maintenu son principal taux directeur à 3,5 %, après une progression de 100 points de base entre mars et juillet 2014.

Faible progression de l'indice des prix à la consommation

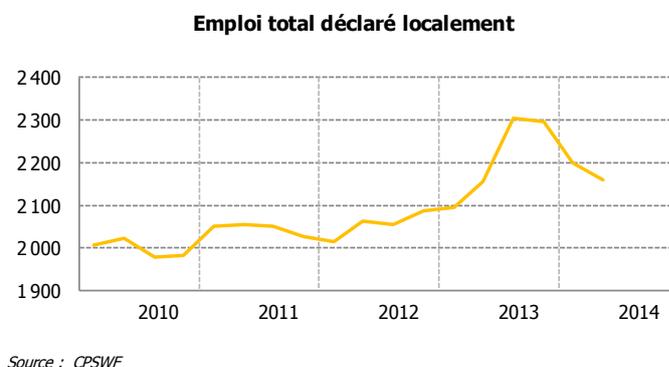
L'indice des prix à la consommation progresse légèrement en rythme trimestriel (+0,8 % au 30 septembre 2014) après un repli de 1,8 % au trimestre précédent. Cette progression s'explique principalement par la hausse des prix des services (+1,4 %) et de l'énergie (+1,0 %) sur le trimestre. Les prix des produits alimentaires restent stables au cours des trois derniers mois (+0,2 %), positivement impactés par le dispositif du bouclier qualité-prix fixant le prix de treize produits de grande consommation. À fin septembre, les prix des produits manufacturés affichent une hausse modérée sur le trimestre (+0,5 %).



L'indice des prix à la consommation enregistre une légère hausse en rythme annuel (+0,5 % à fin septembre). Cette évolution s'explique essentiellement par la progression annuelle des prix des services et de l'énergie (respectivement +6,3 % et +1,6 %). À l'inverse, les prix des produits alimentaires ressortent en diminution de 4,8 % sur la période. Enfin, les prix des produits manufacturés restent stables au cours des douze derniers mois (-0,1 %).

Nouveau recul du niveau d'emploi

À fin juin 2014, l'emploi total déclaré à la Caisse des prestations sociales de Wallis-et-Futuna affiche une contraction modérée par rapport au trimestre précédent (-2,0 %, après -4,1 % au 31 mars). On recense environ 2 160 salariés déclarés sur le Territoire contre 2 300 fin 2013. Le secteur public, qui concentre près de 60 % des emplois déclarés, connaît une sensible diminution de ses effectifs au deuxième trimestre 2014 (-2,6 %). Au cours des trois derniers mois, les effectifs dans le secteur privé restent constants (-0,1 %) après avoir progressé de 2,9 % à fin mars 2014.



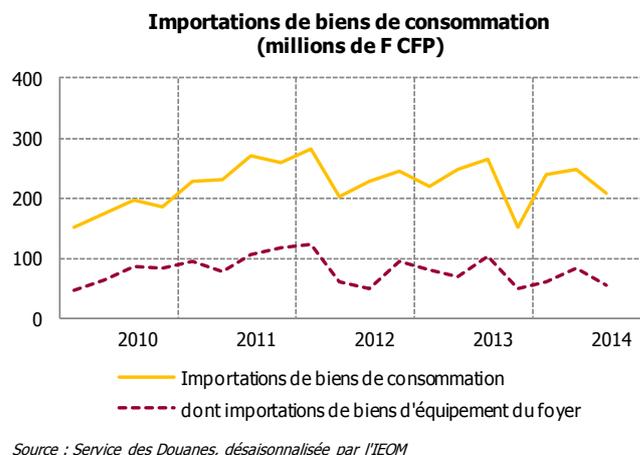
Le niveau d'emploi total revient en juin 2014 à son niveau de juin 2013 (+0,1 %). Le secteur du BTP enregistre une sensible baisse de ses effectifs salariés sur l'année (-32,8 %). Cette évolution s'explique par la diminution du poids de la commande publique et la finalisation des différents chantiers afférents à l'organisation des Mini-Jeux du Pacifique en septembre 2013.

Fléchissement de la consommation des ménages

Au 30 septembre 2014, les importations de biens de consommation diminuent de 17,0 % (données CVS, -22,2 % sur l'année). Les importations d'articles d'habillement se replient de manière significative sur le trimestre (-23,1 %, données CVS) comme sur l'année (-25,4 %). Par ailleurs, les importations de biens d'équipement du foyer se contractent sensiblement à fin septembre (-34,0 % sur le trimestre et -47,1 % sur l'année, données CVS).

Le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs demeure stable au cours du trimestre (-0,2 %, données CVS) mais affiche un repli plus contrasté sur l'année (-15,3 %).

L'encours des crédits à la consommation recule de 2,7 % sur le trimestre (-6,8 % sur l'année). Sur la même période, le nombre d'incidents de paiement sur chèques a presque doublé (+89,6 % en rythme trimestriel, +14,8 % sur l'année). Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire progresse de 6,6 % au cours des trois derniers mois tandis que les retraits de cartes bancaires diminuent de 19,2 % (-41,7 % sur l'année).



L'investissement des entreprises marque le pas

Les importations de biens d'équipement progressent de 4,1 % en rythme trimestriel et de 6,8 % sur l'année (données CVS) pour atteindre un volume total de 210 millions de F CFP au 30 septembre 2014.

Le nombre d'immatriculations de véhicules utilitaires neufs est en baisse sensible au cours du trimestre (-59,4 %, données CVS), ce qui pèse fortement sur la performance annuelle (-56,1 %).

Les concours accordés aux entreprises se replient faiblement (-0,7 %) et de façon plus marquée sur l'année (-16,5 %, à 2,04 milliards de F CFP). En raison du reclassement d'un crédit au cours du trimestre, l'encours des crédits d'investissement se contracte de 46,2 % (-53,8 % sur l'année).

**Importations de biens d'équipement
(millions de F CFP)**



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Baisse notable des importations

En lien avec le recul de la consommation des ménages, les importations du Territoire se réduisent de 16,1 % sur le trimestre (données CVS) à 1,29 milliard de F CFP. Au 30 septembre, les importations de produits des industries agricoles et alimentaires et de produits énergétiques se replient respectivement de 28,8 % et 9,3 % en rythme trimestriel. Les importations de produits de l'industrie automobile enregistrent la plus forte contraction sur le trimestre (-61,6 %) parallèlement au recul du nombre d'immatriculations de véhicules utilitaires au cours des trois derniers mois.

**Importations
(millions de F CFP)**



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Sur l'année, les importations fléchissent de 21,3 % à fin septembre (données CVS). Les importations de produits des industries agricoles et alimentaires et de produits de l'industrie automobile diminuent respectivement de 35,4 % et 48,7 % sur la même période. Seules les importations de biens d'équipement affichent une évolution positive sur l'année (+6,8 %).

LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

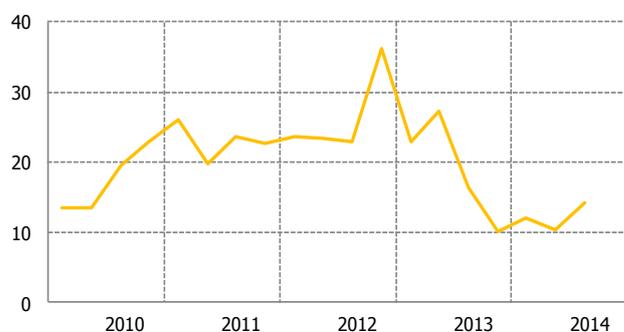
Timide reprise du BTP

L'activité du secteur du BTP reste fragile depuis la finalisation des chantiers d'envergure de 2013. Au troisième trimestre 2014, de nouveaux chantiers privés ont permis de maintenir un niveau d'activité satisfaisant. Ainsi, les importations de ciment enregistrent une hausse de 35,1 % au cours des trois derniers mois, à 14,1 millions de F CFP (données CVS).

En juin 2014, on recense 90 salariés dans le secteur du BTP contre 87 à fin mars (+3,4 %). Sur l'année, la contraction des effectifs du secteur est plus marquée (-32,8 %).

Quelques projets privés sont programmés dans le secteur du commerce ; ceux-ci devraient mobiliser les entreprises et permettre le maintien d'un certain niveau d'activité du BTP dans les prochains mois. Des chantiers publics sont également prévus pour fin 2014 (rénovations des bâtiments scolaires du premier et du second degré, route de Peka). Les travaux relatifs au projet de téléphonie mobile, d'un montant total de 763 millions de F CFP, et de la capitainerie de Futuna devraient débuter en 2015. Le chantier d'extension et de rénovation du quai de Leava et de l'Agence de santé de Wallis sont prévus pour 2016.

**Importations de ciment
(millions de F CFP)**



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Premiers signes de ralentissement de l'activité du commerce

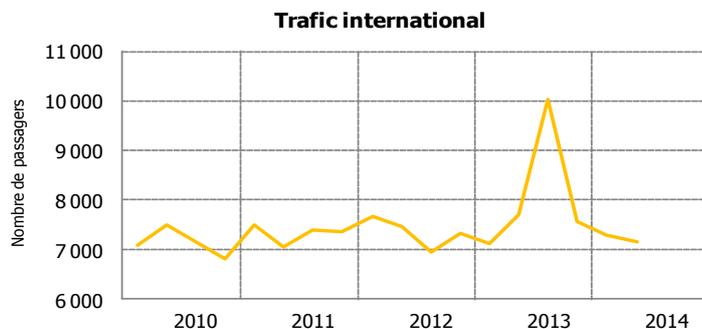
Après un premier semestre bien orienté, l'activité commerciale se replie au troisième trimestre 2014. Les importations de biens de consommation reculent de 17,0 % sur le trimestre ; cette tendance se confirme sur l'année (-22,2 %, données CVS). Par ailleurs, les importations de produits alimentaires chutent de 26,1 % en rythme trimestriel et de 34,3 % par rapport à septembre 2013 (données CVS). La grève générale des agents de la fonction publique, du 3 au 20 juillet, a pénalisé l'activité. Dans une moindre mesure, la grève des pilotes d'Air France en septembre a eu des répercussions sur l'approvisionnement de l'archipel.

Déclin de la fréquentation du Territoire

Au 30 juin, les statistiques relatives à la fréquentation du Territoire affichent un repli de 1,9 % sur le trimestre et de 7,2 % sur l'année. Corrigées des variations saisonnières, le nombre de passagers au départ ou à l'arrivée de Wallis vers l'international s'établit à 7 149 contre 7 287 au trimestre précédent, période de retour de grandes vacances scolaires.

En 2013, la desserte aérienne du Territoire avait profité de l'organisation des Mini-Jeux du Pacifique à l'origine de la visite d'un grand nombre de voyageurs sur Wallis-et-Futuna.

La CPS mène actuellement une étude sur la desserte aérienne et maritime inter-îles notamment dans la perspective d'arrêt de l'activité à l'horizon 2018 des deux avions assurant la liaison entre Wallis et Futuna.



Source : Aviation civile, désaisonnalisée par l'IEOM

ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE PLUS LENTE

En dépit d'un tassement en 2014, la reprise - inégale - de l'économie mondiale se poursuit. Le FMI prévoit, dans ses Perspectives de l'économie mondiale, une croissance moyenne de 3,3 % en 2014 et de 3,8 % en 2015, après 3,2 % en 2013. Les conditions financières se sont détendues en 2014. Selon le rapport sur la stabilité financière dans le monde publié début octobre par le FMI, les risques de marché et de liquidité ont augmenté tandis que les primes de risque baissent et les prix des actifs sont moins volatiles. Les valorisations de certains types d'actifs semblent exagérées. D'autre part, les risques géopolitiques à court terme et les risques de stagnation et de faiblesse de la croissance potentielle à moyen terme sont susceptibles de dégrader ces prévisions.

La croissance économique a rebondi à partir du deuxième trimestre 2014 aux États-Unis avec une reprise vigoureuse de l'emploi. Au troisième trimestre, les exportations ont tiré la croissance tandis que les importations se sont repliées en liaison avec le tassement de la consommation des ménages. Le FMI prévoit une croissance du PIB des États-Unis de 2,2 % en 2014, après 2,2 % en 2013.

Dans la zone euro, la croissance est en panne. Le PIB a progressé de 0,2 % au troisième trimestre 2014, soit à peine plus qu'au trimestre précédent (0,1 %). La croissance du PIB de l'Allemagne est de 0,2 % tandis que le PIB de l'Italie se contracte de 0,1 %. L'inflation dans la zone euro reste bien en deçà de l'objectif de 2 %. Le FMI table sur une faible reprise soutenue par une réduction du frein budgétaire et une amélioration des conditions du crédit, à 0,8 % en 2014 et 1,3 % en 2015.

Le PIB de la France a progressé de 0,3 % au troisième trimestre 2014, essentiellement porté par une forte hausse des stocks des entreprises et par la consommation, tout particulièrement celle des administrations publiques (+0,8 %), tandis que le commerce extérieur a eu une contribution négative de 0,2 point. Le FMI table sur une croissance de 0,4 % en 2014 et 1 % en 2015.

L'activité est globalement plus faible que prévu dans les pays émergents, avec une faiblesse persistante de la demande intérieure et une moindre progression de l'investissement. Le FMI pointe le risque d'un recul de la croissance potentielle. Les tensions géopolitiques et conflits internes pèsent sur l'activité des pays concernés.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE

L'analyse de conjoncture économique locale fournie dans cette note trimestrielle s'appuie sur l'exploitation d'indicateurs macroéconomiques disponibles. Celle-ci est complétée par une étude sectorielle, rédigée en partie à l'aide d'une enquête « à dire d'experts » : il s'agit de recueillir tous les trimestres l'opinion d'un certain nombre de chefs d'entreprise représentatifs des secteurs d'activité structurants pour le Territoire des îles Wallis et Futuna (BTP, commerce, tourisme...). Une partie des données fait l'objet d'un traitement pour les corriger des variations saisonnières (CVS).

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.ieom.fr.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SÈZE - Responsable de la rédaction : G. DELAMAIRE - Éditeur et imprimeur : IEOM

Achevé d'imprimer : décembre 2014 - Dépôt légal : décembre 2014 - ISSN 1968-6277